



Assemblée générale

Distr. générale
24 janvier 2001
Français
Original: anglais

**Comité préparatoire de la Conférence
des Nations Unies sur le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects**
Deuxième session
8-19 janvier 2001

Rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

I. Introduction

1. À sa cinquante-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 54/54 V du 15 décembre 1999, dont le dispositif est libellé comme suit :

« L'Assemblée générale,

...

1. *Décide* de convoquer en juin/juillet 2001 la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects;

2. *Décide également* que la Conférence portera sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects;

3. *Décide en outre* de créer un comité préparatoire, ouvert à tous les États, qui tiendra au moins trois sessions, dont la première aura lieu à New York, du 28 février au 3 mars 2000;

4. *Décide* que les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les autres entités compétentes qui ont reçu une invitation permanente à participer en qualité d'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale prendront part, comme

observateurs, aux réunions du Comité préparatoire, et prie le Comité de prendre une décision sur les modalités de la représentation des organisations non gouvernementales à ses sessions;

5. *Prie* le Comité préparatoire d'arrêter, à sa première session, la date et le lieu de la Conférence de 2001 ainsi que les dates et lieux de ses sessions suivantes;

6. *Insiste* sur la nécessité d'assurer une participation efficace et la plus large possible à la Conférence de 2001;

7. *Prie* le Comité préparatoire de faire des recommandations à la Conférence sur toutes les questions pertinentes, notamment sur l'objectif visé, un projet d'ordre du jour, un projet de règlement intérieur et des projets de documents finals qui comprendront un programme d'action, et de décider quels documents de base devront être diffusés à l'avance;

8. *Invite* tous les États Membres, en particulier ceux qui ne l'ont pas encore fait, à communiquer au Secrétaire général, en réponse à sa note verbale datée du 20 janvier 1999, leurs vues sur l'ordre du jour et les autres questions ayant trait à la Conférence;

9. *Prie* le Secrétaire général de communiquer au Comité préparatoire les réponses des États Membres visées au paragraphe 8 ci-dessus et de prêter au Comité et à la Conférence toute l'assistance nécessaire, notamment en assurant la diffusion des informations générales essentielles, des documents pertinents et des comptes rendus de séances;

10. *Approuve* le rapport du Secrétaire général sur les armes légères établi avec l'assistance du Groupe d'experts gouvernementaux en application de la résolution 52/38 J de l'Assemblée générale (A/54/258), en tenant compte des vues des États Membres sur ce rapport;

11. *Demande* à tous les États Membres d'appliquer dans la mesure du possible les recommandations qui les concernent figurant à la section IV du rapport susmentionné, le cas échéant en collaboration avec les organisations internationales et régionales compétentes ou en faisant appel à la coopération internationale et régionale;

12. *Prie* le Secrétaire général de s'enquérir des vues des États Membres sur le rapport ainsi que sur la mise en oeuvre des recommandations qui y sont formulées à leur intention;

13. *Prie également* le Secrétaire général d'appliquer les recommandations qui le concernent figurant à la section IV dudit rapport, dans les limites des ressources financières disponibles et avec tout autre concours que pourront prêter les États en mesure de le faire, le cas échéant en coopération avec les organisations internationales et régionales compétentes;

14. *Prie en outre* le Secrétaire général, en vue d'aider à prévenir le trafic et la circulation illicites des armes légères :

a) D'effectuer, dans la limite des ressources disponibles et avec tout autre concours que pourront prêter les États Membres en mesure de le faire, et avec l'assistance d'experts gouvernementaux qu'il aura nommés, compte tenu du principe d'une représentation géographique équitable et en consultation avec les États Membres, une étude sur la possibilité de limiter la fabrication et le commerce des armes légères aux seuls fabricants et marchands agréés par les États, en

étendant le champ de l'étude aux activités des intermédiaires, en particulier sous leurs aspects illicites, y compris les opérations des transporteurs et les transactions financières;

b) De présenter l'étude comme l'un des documents d'information destinés à la Conférence de 2001;

15. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée "Armes légères". »

2. Par sa décision 55/415, intitulée « Armes légères », adoptée le 20 novembre 2000, l'Assemblée générale a décidé de convoquer la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects à New York, du 9 au 20 juillet 2001. Elle a également décidé de convoquer la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence à New York, du 19 au 30 mars 2001.

3. Des représentants des États suivants ont participé aux travaux de la deuxième session du Comité préparatoire : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, Érythrée, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Monaco, Maroc, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nauru, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie,

Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie et Zambie.

4. Les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les entités compétentes ci-après ont participé à la deuxième session du Comité préparatoire en qualité d'observateurs : Commission européenne, Mission permanente d'observation de l'Organisation internationale de la Francophonie, Mission permanente d'observation de l'Organisation de l'unité africaine, Comité international de la Croix-Rouge, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme des Nations Unies pour le développement, Organisation mondiale de la santé et Banque mondiale.

II. Organisation des travaux du Comité préparatoire

5. Conformément à la décision adoptée à sa première session (voir A/CONF.192/PC/9, par. 16), le Comité préparatoire a tenu sa deuxième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 8 au 19 janvier 2001.

6. Au cours de sa deuxième session, le Comité a tenu au total 17 séances plénières.

7. À sa 11e séance, tenue le 8 janvier 2001, le Comité a été informé que le Groupe des États d'Afrique avait approuvé la candidature de M. Jean Du Preez (Afrique du Sud) aux fonctions de vice-président.

8. Le Comité a également été informé que MM. Filipe de Macedo Soares (Brésil) et Juan Miguel Miranda (Pérou) s'étant démis de leurs fonctions de vice-présidents, le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes avait respectivement approuvé les candidatures de Mme Ana Maria Sampaio Fernandes (Brésil) et de M. Raul Salazar-Cosio (Pérou) pour les remplacer.

9. Le Comité a également été informé que MM. Pierre Charasse (France), Mario Duarte (Portugal) et Mark Gaillard (Canada) s'étant démis de leurs fonctions de vice-présidents, le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États avait respectivement approuvé la candidature de Mme Marie-France André (Belgique), de M. Henrik Salander (Suède) et de M. Robert McDougall (Canada) pour les remplacer.

10. À la même séance, le Comité a élu membres du Bureau les personnes dont les noms suivent :

Vice-Présidents :

Mme Marie-France André (Belgique)
M. Jean Du Preez (Afrique du Sud)
M. Robert McDougall (Canada)
M. Henrik Salander (Suède)
M. Raul Salazar-Cosio (Pérou)
Mme Ana Maria Sampaio Fernandes (Brésil)

11. À la même séance, le Comité a décidé que le Secrétaire du Comité préparatoire aiderait le Président à établir le rapport et présenterait celui-ci au Comité.

12. Mme Agnès Marcaillou, spécialiste des questions politiques (hors classe) au Département des affaires de désarmement, a assumé les fonctions de Secrétaire du Comité préparatoire.

13. Également à sa 11e séance, le Comité a examiné le calendrier présenté par le Président pour la semaine du 8 au 12 janvier 2001, tel qu'il apparaît, dans le document informel No 1 du 8 janvier 2001, et a décidé de consacrer la première semaine de ses travaux aux déclarations générales suivies par un examen échelonné, en séances plénières, du document de travail du Président du Comité préparatoire intitulé « Projet de programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects », tel que publié dans le document A/CONF.192/PC/L.4.

14. À sa 19e séance, tenue le 15 janvier, le Comité a examiné le calendrier présenté par le Président pour la semaine du 15 au 19 janvier 2001, tel qu'il apparaît, dans le document informel No 2 du 15 janvier 2001 et l'a adopté tel que modifié (document informel No 2/Rev.1 du 16 janvier).

15. À sa 21e séance, tenue le 16 janvier, le Président a informé le Comité préparatoire que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait nommé M. Joao Honwana, Chef du Service des armes classiques du Département des affaires de désarmement, Secrétaire général de la Conférence et M. Mohammed Sattar, spécialiste des questions politiques (hors classe) au Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, Secrétaire général adjoint de la Conférence.

16. À sa 20e séance, tenue le 15 janvier, le Comité préparatoire a décidé de tenir une séance informelle le 18 janvier en vue d'entendre les vues des organisations non gouvernementales. Il a été convenu que la décision du Comité préparatoire ne saurait préjuger de son examen du projet de décision sur les « modalités de participation des organisations non gouvernementales aux séances du Comité préparatoire ». Il a été aussi convenu que sa décision ne constituerait pas un précédent pour l'avenir.

17. Le 18 janvier, le Comité a tenu une séance informelle durant laquelle les représentants des organisations non gouvernementales dont le nom suit ont présenté leurs vues : Institute for Securities Studies, British American Security Information Council, Fund for Peace, Viva Rio, Amnesty International, International Physicians for the Prevention of Nuclear War, Physicians for Social Responsibility, Safer-Net, Saferworld, National Rifle Association, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, International Alert, Centre for Democratic Empowerment, Oxfam, Institute of Education for Sustainable Development, Security Research and Information Centre, Small Arms Survey, Human Rights Watch, National Center for Economic and Security Alternatives, World Council for Religion and Peace, Public Affairs Committee, European Institute for Risk, Security and Communication Management (EURISC Foundation), Quaker United Nations Office, Pax Christi International, Fellowship for Reconciliation, Maryknoll Office for Global Concerns, International Action Network on Small Arms, Eminent Persons Group.

18. Le Comité préparatoire était saisi des rapports du Secrétaire général indiqués ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général intitulé « Armes légères » (A/55/189 et Add.1, 28 juillet 2000);

b) Rapport du Secrétaire général intitulé « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères » (A/55/216, 2 août 2000);

c) Rapport du Secrétaire général intitulé « Trafic d'armes légères » (A/55/323 et Add.1, 25 août 2000).

19. Un certain nombre de délégations ont distribué les documents ci-après :

a) A/CONF.192/PC/19 : Lettre datée du 8 décembre 2000, adressée au Président du Comité

préparatoire de la Conférence des Nations Unies de 2001 sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects par le Président de la Réunion préparatoire régionale des États d'Amérique latine et des Caraïbes, transmettant la Déclaration de Brasilia;

b) A/CONF.192/PC/20 : Lettre datée du 22 décembre 2000, adressée au Département des affaires de désarmement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par le Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une lettre de la Ministre des affaires étrangères de l'Autriche, en sa qualité de Présidente en exercice de l'OSCE;

c) A/CONF.192/PC/21 : Note verbale datée du 14 décembre 2000, adressée au Département des affaires de désarmement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte du plan d'action de l'Union européenne, le texte d'un plan d'action pour prévenir, combattre et éradiquer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects;

d) A/CONF.192/PC/22, annexe : Document de travail soumis par le Japon, décrivant dans les grandes lignes sa position concernant le plan d'action de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects;

e) A/CONF.192/PC/23 : Lettre datée du 8 janvier 2001, adressée au Président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects par les Représentants permanents du Mali et du Togo auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration de Bamako sur la position africaine commune sur la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre;

f) A/CONF.192/PC/24 : Lettre datée du 9 janvier 2001, adressée à Jayantha Dhanapala, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, par le Président pour janvier 2001 du Groupe des pays membres du Forum des îles du Pacifique à New York, transmettant un document intitulé « Armes légères : les intérêts et le rôle des pays membres du Forum des îles du Pacifique »;

g) A/CONF.192/PC/25 : Document de travail présenté par la France et la Suisse sur la mise en place d'un mécanisme de traçage pour la prévention et la

réduction de l'accumulation et du transfert excessifs et déstabilisateurs d'armes légères et de petit calibre;

h) A/CONF.192/PC/26 : Lettre datée du 10 janvier 2001, adressée au Président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies de 2001 sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés;

i) A/CONF.192/PC/27 : Document de travail présenté par le Japon au sujet du plan d'action présenté par le Président du Comité préparatoire;

j) A/CONF.192/PC/29 : Proposition du Japon concernant la déclaration politique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

20. Le Comité préparatoire était également saisi des documents suivants pour examen :

a) A/CONF.192/PC/L.2 : Document de travail établi par le Président du Comité préparatoire : Projet d'ordre du jour provisoire;

b) A/CONF.192/PC/L.2/Rev.1 : Document de travail établi par le Président du Comité préparatoire : Projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence;

c) A/CONF.192/PC/L.3 : Document de travail présenté par le Président du Comité préparatoire : Objectif de la conférence (projet);

d) A/CONF.192/PC/L.4 : Document de travail du Président du Comité préparatoire: Projet de programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects;

e) A/CONF.192/PC/L.5 : Document de travail du Président de la Comité préparatoire : Projet de règlement intérieur provisoire;

f) A/CONF.192/PC/L.6 : Projet de rapport du Comité préparatoire;

g) A/CONF.192/PC/L.7 : Projet de décision relative aux modalités de la représentation des organisations non gouvernementales aux sessions du Comité préparatoire et de la Conférence;

h) A/CONF.192/PC/L.8 : Projet d'article 33 du projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence.

21. Un certain nombre de documents pertinents de l'Organisation des Nations Unies ont été mis à la disposition de la deuxième session du Comité préparatoire. Le document d'information No 1/Rev.1 du 17 janvier 2001 donne la liste des documents dont le Comité était saisi.

22. On trouvera dans le document A/CONF.192/PC/28 la liste des délégations ayant participé à la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce des armes légères sous tous ses aspects.

23. Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale le 15 décembre 1999, selon laquelle des comptes rendus analytiques ne seraient plus établis désormais que pour les séances au cours desquelles des décisions devaient être prises, des comptes rendus analytiques ont été établis pour cinq séances, la 11e, la 19e, la 20e, la 25e et la 26e.

III. Décisions du Comité préparatoire

24. À sa 20e séance, tenue le 15 janvier 2001, le Comité préparatoire a décidé de recommander que le projet d'article 33 du projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence sur la « prise de décisions », tel que publié dans le document A/CONF.192/PC/L.8, soit inclus dans le projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence (A/CONF.192/PC/L.5).

25. À sa 26e séance, le Comité a décidé de recommander à la Conférence le projet d'ordre du jour provisoire figurant dans le document A/CONF.192/PC/L.2/Rev.1.

26. À sa 28e séance, le Comité a décidé de poursuivre, à sa troisième session, son examen du projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence, tel que publié dans le document A/CONF.192/PC/L.5.

27. À la même séance, le Comité a décidé de poursuivre à sa troisième session l'examen des modalités de participation des organisations non gouvernementales aux sessions du Comité préparatoire.

28. À la même séance, le Comité a également décidé de poursuivre à sa troisième session l'examen du projet d'objectif de la Conférence.

29. À la même séance, le Comité a encore décidé de continuer à examiner la question des documents d'information à distribuer à l'avance.

30. À la même séance, le Comité a décidé aussi de poursuivre à sa troisième session l'examen du projet des documents finals, y compris un plan d'action.

31. Le Comité préparatoire a achevé les travaux de sa deuxième session le 19 janvier 2001.
